

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 29 mars 2012

Alain ROUSSET, Responsable du pôle Production, industrie, agriculture et pêche

Industrie automobile : l'urgence d'un nouveau contrat de filière

Les salariés de PSA Aulnay-Sous-Bois ont manifesté contre le risque d'arrêt total d'ici 2013 de la production sur ce site spécialisé dans la conception de la C3. Plus de 3 000 personnes travaillent à l'usine PSA d'Aulnay, 9 000 emplois directs et indirects sont au total concernés. PSA est l'un des plus gros employeurs de la Seine-Saint-Denis.

Le bilan de Nicolas Sarkozy dans l'industrie automobile est lourd. Entre 2004 et 2010, la production en France de Renault et PSA s'est réduite de 1,3 million de véhicules pour passer sous la barre des 2 millions.

La France compte aujourd'hui 220 000 personnes travaillant pour l'industrie automobile, contre 320 000 il y a 10 ans. Le solde commercial de la branche, d'un pic d'excédent de 11 Md€ en 2002 sous le gouvernement Jospin a reculé à un pic de déficit de 5 Md€ en 2010.

Les aides mises en place pendant la crise (bonus-malus écologique, prime à la casse) ont accéléré la chute de la production française, en favorisant la production de voitures à faible cylindrée. Les aides gouvernementales ont donc fonctionné comme une « prime à la production délocalisée » comme l'a dénoncé un délégué syndical.

Le gouvernement n'a pas saisi non plus l'occasion du prêt de 6 Md€ accordé à PSA et à Renault en février 2009. Les seuls engagements pris furent de ne pas licencier et de ne pas fermer de site en France pendant la durée du prêt mais rien n'a été entrepris pour inverser la tendance.

François Hollande a exprimé à plusieurs reprises sa solidarité et son soutien aux salariés dont les emplois sont aujourd'hui mis en danger. La phase que nous vivons impose un État stratège du côté des usages de l'automobile comme de sa production.

Cette situation appelle, au niveau français et celui de l'Union, une négociation avec les industriels conduisant à un contrat dans lequel ceux-ci préciseront leurs engagements à investir sur notre territoire, à y localiser leurs activités et leurs emplois, à approfondir les efforts entrepris depuis la crise en termes de « solidarité de filière » avec les équipementiers, à être innovants et offensifs à l'exportation.

Le projet porté par François Hollande répond à l'urgence de rétablir une véritable ambition industrielle. Il a placé la production et l'industrie en tête de ses 60 engagements pour la France. Portant une vision et une ambition pour l'avenir, le candidat veut, à travers le pacte productif, développer les grandes filières qui porteront notre croissance et nos emplois